

COMITE SYNDICAL SEANCE DU 17 DECEMBRE 2015

DELIBERATION N° C 2959

Adoptée à la majorité des voix, soit 212.50 voix pour et 18 voix contre

OBJET : Exercice 2016 – Affaires budgétaires : Montant des contributions 2016 des collectivités

Etaient présents :

Mme AESCHLIMANN, Madame BARATTI-ELBAZ, M. BERTHAULT, M. BESNARD, Mme BOILLOT, M. BOUYSSOU, M. BOYER, M. BRETILLON, M. BRILLAULT, Mme BRUNEAU en suppléance de M. BAGUET, M. CESARI en suppléance de Mme GOUETA, M. CHEVALIER, Mme CROCHETON, M. DAGNAUD, Mme DASPET, Mme DAVID, Mme de CLERMONT-TONNERRE, M. DELANNOY, Mme de PAMPELONNE en suppléance de M. SCHOSTECK, Mme DESCHIENS, Mme FANFANT en suppléance de Mme BERTHOUT, M. FLAMAND, Mme GAUTHIER, M. GIRAULT en suppléance de M. FROMANTIN, M. GAUTIER, M. HELARD, Mme JEMNI, Mme KELLNER, M. LEGARET, M. MALAYEUDE, M. MARSEILLE, M. MERIOT, M. MISSIKA, M. PENINOU, M. PERIES, Mme RAFFAELLI, M. RATTER, M. ROCHE en suppléance de M. SANTINI, M. SITBON en suppléance de M. PELAIN, Mme SOUYRIS, Mme TEYSSERON et M. WEISSELBERG

Etaient absents excusés :

Mme BIDARD, M. CADEDDU, M. CARVALHO, M. COUMET, M. DAGUET, M. DUCLOUX, M. DURANDEAU, M. GRESSIER, M. GUETROT, Mme HAREL, M. MICONNET, Mme ONGHENA, M. RUSSIER, M. SANOKHO, M. STERN, M. TORO, M. TREMEGE, et M. VAILLANT

Excusés ayant donné pouvoirs :

Monsieur AURIACOMBE a donné pouvoir à Monsieur MARSEILLE
M. BEGUE a donné pouvoir à Mme KELLNER
M. CACACE a donné pouvoir à M. DELANNOY
Mme GUHL a donné pouvoir à Mme SOUYRIS
Mme ORDAS a donné pouvoir à M. BRILLAULT
M. LAFON a donné pouvoir à Mme CROCHETON
Mme LEVIEUX a donné pouvoir à M. PENINOU

LE COMITE,

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 16 mai 1984, portant création du Syctom, l'agence métropolitaine des déchets ménagers et approbation de ses statuts, modifié successivement par les arrêtés inter-préfectoraux n° 85-621 du 25 septembre 1985, n° 98-978 du 25 septembre 1998, n° 2004-162-3 du 10 juin 2004; n° 2011248-0005 du 5 septembre 2011 et n° 2014132-0009 du 12 mai 2014,

Vu les statuts du Syctom,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2311-1 et suivants, L 5212-18 et suivants,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la délibération C 2940 I-a du 5 novembre 2015 relative au débat sur les orientations budgétaires 2016,

Vu la délibération C 2958 du Comité syndical du Syctom en date du 17 décembre 2015 adoptant le Budget Primitif de l'exercice 2016,

Vu le rapport adressé aux membres du Comité,

Le Président entendu,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : La participation des collectivités sur le périmètre du Syctom pour le traitement de leurs déchets **au titre de l'exercice 2016 applicable au 1^{er} janvier 2016** est fixée comme suit :

A - Pour les collectivités adhérentes :

***Participation par habitant : 5,60 euros** par habitant, la population considérée est la population INSEE totale (population municipale + comptée à part) en vigueur au 01/01/2016 (soit la population légale millésimée 2013)

***Ordures ménagères, balayures, déclassés, déchets verts non compostables : 94,00 euros** par tonne

***Objets encombrants non déclassés : 94,00 euros** par tonne

***Collectes sélectives non déclassées**

- **Pour les tonnages entrants dans la limite du tonnage 2015, en fonction du ratio annuel de chaque collectivité :**
 - **5 €** par tonne avec un tonnage plafonné à celui de 2015 pour les collectivités dont le **ratio** de performance annuel en 2016 est **supérieur à 35 kg/hab**
 - **15 €** par tonne avec un tonnage plafonné à celui de 2015 pour les collectivités dont le **ratio** de performance annuel en 2016 est **compris entre 25 et 35 kg/hab**

- 30 € par tonne avec un tonnage plafonné à celui de 2015 pour les collectivités dont le ratio de performance annuel en 2016 est inférieur à 25 kg/hab
- **Pour toutes les tonnes au-delà du tonnage 2015 : 0 €** par tonne si et seulement si le taux de refus de la collectivité est inférieur ou égal à 17%. Dans le cas contraire (taux de refus >17%), le tarif applicable est celui correspondant à la catégorie à laquelle appartient la collectivité en fonction de son ratio de performance (cf. paragraphe précédent : >35 kg/hab : 5€/t ; <25kg/hab : 30€/t et 15€/t sinon).

Le ratio de performance se calcule en divisant le tonnage entrant annuel de CS (hors collectes sélectives déclassées et hors verre) confié au Syctom par la population INSEE totale utilisée pour le calcul de la part population.

Le taux de refus¹ pris en compte est celui de la caractérisation moyenne annuelle² de la collectivité à compétence collecte pour l'année 2016.

***Bio-déchets non déclassés (hors déchets verts) :**


5 € euros par tonne pour une période expérimentale de 3 ans.

B – Pour les collectivités non-adhérentes du Syctom mais membre directement ou indirectement d'un adhérent du Syctom et dont les habitants ont été comptabilisés dans le calcul de la part population.

Ordures ménagères, balayures, déchets verts non compostables et tas sauvages collectés sur la voie publique : 94,00 € par tonne

Article 2 : Le Syctom procédera avant le Débat d'Orientations Budgétaires 2017 à un premier retour d'expérience sur les conditions d'application et de mise en œuvre de la nouvelle tarification dans le cadre du groupe de travail des élus.

Hervé MARSEILLE



Président du Syctom
Sénateur-Maire de Meudon
Vice-Président du Sénat

¹ Il s'agit du taux de matériaux non recyclables c'est-à-dire la somme du taux de refus vrais, du taux d'erreurs de tri et du taux de composants imbriqués et recyclables souillés, hors fines. Les emballages plastiques autres que bouteilles et flacons (films plastiques, pots, barquettes,...) sont comptabilisés en tant qu'erreurs de tri, sauf pour les collectivités engagées en partenariat avec le Syctom dans l'extension des consignes de tri à tous les emballages plastiques.

² La caractérisation moyenne annuelle de la collectivité à compétence collecte est obtenue en faisant la moyenne pondérée par les tonnages des caractérisations de chacun des territoires faisant l'objet d'un plan d'échantillonnage spécifique.



2015/576